



LES RAFFINERIES OUVRENT LA ROUTE !

Salaires, retraites, enjeux environnementaux, droit de grève, il est temps de dire stop à la domination des nababs et des serviteurs du libéralisme .

Toutes et tous en grève et en manifestations le 18 octobre !

Ils n'hésitent pas à pointer du doigt les travailleurs du groupe TotalEnergies en stigmatisant leurs salaires...C'est vite oublier les 52 % d'augmentation que s'est octroyé le PDG du groupe en 2021 pour atteindre une rémunération de 6 millions d'euros.

Selon Les Échos, ce sont 15 milliards que TotalEnergie devrait verser à ses actionnaires en 2022.

Aujourd'hui, la revendication de 10 % d'augmentation des salaires ne serait pas légitime ?

Le gouvernement remettrait en cause le droit constitutionnel à la grève pour faire valoir nos revendications ?

Aujourd'hui les salariés des industries pétrolières sont menacés, à qui le tour demain ?

La CGT Finances Publiques affirme son soutien plein et entier à la grève des travailleuses et travailleurs des industries pétrolières.

Elle condamne les réquisitions ordonnées par le gouvernement, qui constituent une atteinte inacceptable au droit de grève garanti par la Constitution. Une fois de plus, le gouvernement agit en fonction des seuls intérêts du grand patronat, en acceptant d'ailleurs qu'il laisse pourrir la situation par son refus d'ouvrir des négociations avec les représentants syndicaux des grévistes pour de vrais augmentations de salaires.

Toutes et tous concerné.es :

Les prix explosent et les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Mais le gouvernement avec l'appui des députés LREM, LR et RN refuse l'augmentation générale des salaires et la taxation des superprofits (alors que ceux des entreprises du CAC 40 explosent). Le pouvoir refuse aussi de geler les loyers ou de bloquer les prix.

Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5% de la valeur du point d'indice ne couvre ni les 10 années de gel, ni la hausse de l'inflation, ni le tassement des grilles indiciaires !

Jamais avarés de mauvais coups, le gouvernement et le président de la république prévoient de nouvelles attaques contre le régime des retraites et l'assurance-chômage et organisent la destruction des services publics.

À la DGFIP, en matière indemnitaire, aucune mesure générale n'est proposée par la DG, et sa volonté de réintroduire une modulation à la tête du client reste intacte.

Encore des suppressions d'emplois, encore des réformes voilà notre dû.

Les agentes et agents des Finances Publiques sont au cœur des services publics et le gouvernement ne cesse de saluer leur professionnalisme et leur utilité. Ce n'est pas suffisant !

La meilleure des solidarités est la généralisation de la grève !

Montrons qui crée la richesse ! Sans les travailleurs, le monde de la Finance n'est rien !

Pour l'ouverture de vraies négociations dans le public comme dans les privé, pour construire le « tous ensembles » qui nous permettra de gagner, le syndicat CGT Finances Publiques appelle toutes et tous les agentes et les agents à se mobiliser en manifestations le 16 octobre et par la grève le 18 octobre !

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfiip.finances.gouv.fr ✉ dgfiip@cgt.fr t : 01.55.82.80.80 -

☎ : 01.48.70.71.63 f : @cgt_finpub (Syndicat National cgt finances publiques) t : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

